

Comité consultatif de l'environnement Kativik

Kativik Environmental Advisory Committee

Procès-verbal de la trente-troisième assemblée

Minutes of the Thirty-Third Sitting

Projet - Draft

Kuujjuaq, les 23 et 24 avril 1986

Kuujjuaq, April 23 - 24, 1986

Endroit: Corporation du village nordique de Kuujjuaq,  
Kuujjuaq

Date: les 23 et 24 avril 1986

Etaient présents: M. Tommy Grey, Président, Kativik  
M. Michael Barrett, Kativik  
M. Louis Cossette, Québec  
M. Jacques Giguère, Québec  
Mme Camille Mageau, Canada  
M. Willie Makiuk, Kativik  
M. Pierre Marchand, Canada

Participants: M. Carol Martin, BFEEE (article 4)  
M. Michel Bourgeon, BFEEE (article 4)  
M. Mark R. Gordon, Président,  
Société Makivik (article 4)  
M. Robert Lanari, Société Makivik (article 4)  
M. Yves Dubuc, ARK (article 4)

Secrétaire: M. Hervé Chatagnier

#### 1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté tel que présenté sous réserve d'y ajouter les articles suivants:

- La procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social relative au projet d'Umiujaq.
- Rapport des activités du sous-comité du CCEK sur l'utilisation des terres dans la région Kativik.

#### 2. Adoption du procès-verbal de la trente-deuxième assemblée

Le procès-verbal de la trente-deuxième assemblée est adopté sous réserve d'y apporter de légères corrections.

#### 3. Dépôt de documents

#33.3.1 Orientations de développement économique régional de la région Kativik, le Conseil régional de développement Kativik, mars 1986.

#33.3.2 Dossier en souffrance - Une politique de revendications des autochtones, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien,

Ottawa, 1982.

- #33.3.3 Traités en vigueur: ententes durables - Rapport du Groupe d'étude de la politique des revendications globales, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa, décembre 1985.
- #33.3.4 1985 Hudson Bay Drilling Operation - Regional Program, Canterra Energy Ltd., Calgary, Alberta, janvier 1986.
- #33.3.5 Wildlife Observation Program - Hudson Bay 1985, Canterra Energy Ltd., Calgary, Alberta, janvier 1986.
- #33.3.6 "La convention maganée, impressions d'un forum", in Recherches amérindiennes au Québec, Montréal, vol. XVI, no 1, 1986, pp. 84-85.
- #33.3.7 Lettre du Secrétaire à M. Gilles Mahoney, MER, du 25 mars 1986.
- #33.3.8 Lettre du Président au premier ministre, M. Robert Bourassa, du 1er avril 1986, concernant le rapport du SAGMAI sur la noyade des caribous dans la rivière Caniapiscaw les 28 et 29 septembre 1984.
- #33.4.1 Lettre du Président à M. Tom McMillan, ministre de l'Environnement, du 12 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.
- #33.4.2 Lettre de Mme Beth Everson, Cabinet du ministre de l'Environnement, du 1er avril 1986 et accusant réception de la lettre #33.4.1.
- #33.4.3 Lettre du Président à M. Erik Nielsen, ministre de la Défense nationale, du 12 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.
- #33.4.4 Lettre du Président à M. Clifford Lincoln, ministre provincial de l'Environnement, du 12 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.
- #33.4.5 Lettre du Président à M. Mark R. Gordon,

Président de la Société Makivik, du 12 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

#33.4.6 Lettre du Président à M. Joe Gwanish, Chef de la bande Naskapi du Québec, du 12 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

#33.4.7 Lettre de M. Paul Wilkinson, bande Naskapi du Québec, au Président, du 25 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

#33.4.8 Lettre du Président à M. Mark R. Gordon, Président de la Société Makivik, du 14 avril 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

#33.4.9 Lettre de M. Harvie Andre, <sup>re nouveau</sup> ministre de la Défense nationale, à M. Thomas McMillan, ministre de l'Environnement, du 13 février 1986, demandant l'examen des activités militaires prévues au Labrador et au Québec en fonction du PEEE.

#33.4.10 Communiqué de presse d'Environnement Canada, du 21 mars 1986, concernant l'examen des vols militaires au-dessus du Labrador et du Québec.

#33.4.11 Ordre du jour et documents relatifs à une assemblée tenue le 27 mars 1986 concernant les activités militaires de l'OTAN au Nouveau-Québec et au Labrador en fonction d'un examen environnemental.

#33.4.12 Lettre de M. Ian Juniper, CCCPP, à M. Erik Nielsen, ministre de la Défense nationale, du 18 février 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

#33.4.13 Lettre de M. Ian Juniper, CCCPP, au Colonel John David, Base des Forces armées canadiennes à Goose Bay, du 5 mars 1986, concernant l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador.

- #33.4.14 Memorandum of understanding between the Kativik Regional Government and the Naskapis of Schefferville, the Minister of the Environment and the Federal Administrator concerning the public review of military flying activities over part of the territory regulated by the James Bay and Northern Quebec Agreement (projet)
- #33.4.15 Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement, Loi de 1979 sur l'organisation du gouvernement, DORS/84-467, 22 juin 1984
- #33.4.16 "Steps of the public review process for the military flying activities over Labrador and certain regions of Québec." (schéma de principe)
- #33.6.1 Lettre de M. Jean-Marc Thibault, Hydro-Québec, à M. Yves Dubuc, ARK, du 20 février 1986, concernant les huiles usées et les transformateurs de distribution au Nouveau-Québec.
- #33.6.2 Lettre de M. Yves Dubuc, ARK, au Président, du 3 mars 1986, concernant les recommandations visant à amender le Règlement sur les déchets dangereux.
- #33.6.3 Lettre de M. Louison Fortin, MENVIQ, au Secrétaire, du 14 février 1986, accompagnant des copies de Management of Used Oil et de Guide for the Storage of Hazardous Wastes.
- #33.9.1 Lettre de M. Tom McMillan, ministre Environnement Canada, au Président, du 29 janvier 1986, concernant le budget du secrétariat du CCEK.
- #33.9.2 Lettre de M. Benoît Taillon, Environnement Canada, au Secrétaire, du 11 mars 1986, concernant le budget du secrétariat du CCEK.
- #33.9.3 Lettre de M. Simeonie Nalukturuk, Président ARK, à M. Jean-Claude Deschênes, sous-ministre MENVIQ, du 17 mars 1986, concernant le financement des secrétariats de la CQEK et du CCEK. (en français et en anglais)

#33.10.1 Note de M. Jacques Giguère aux membres, du 23 avril 1986, concernant les activités des comités d'évaluation et d'examen depuis la dernière réunion du CCEK tenue les 6 et 7 février 1986. (en français et en anglais)

4. Accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador: coordonner le processus découlant du chapitre 23 de la CBJNQ au processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement

Le Président présente M. Carol Martin et M. Richard Bourgeon du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales (BFEEE) et les invite à parler de l'accroissement proposé des vols militaires en cours dans la région de Goose Bay, au Labrador et du Nouveau-Québec.

Le projet comporte deux composantes importantes, soit l'augmentation des vols à basse altitude et la création d'un centre d'entraînement de chasse tactique. Le nombre de vols augmenterait donc dès cet été et il n'y aurait pas de vols en hiver; seules des armes classiques seront utilisées au centre.

Le Président de la Société Makivik soulève certaines questions, en particulier sur l'importance pour les Inuit d'être mis au courant de tous les aspects du projet. M. Gordon ajoute qu'à défaut d'informer les groupes concernés, ceux-ci ne peuvent participer pleinement aux processus d'examen, suscitant ainsi un certain climat d'appréhension envers le promoteur du projet, empêchant alors les réactions importantes entre les deux parties de se faire connaître.

Les représentants du BFEEE décrivent les étapes de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement afférentes au projet (voir le diagramme à l'annexe 1). Le 13 février dernier, le ministre associé de la défense nationale, M. Harvie Andre, a déposé une demande auprès d'Environnement Canada afin de soumettre le projet à la procédure en raison des effets possibles sur l'environnement et des préoccupations exprimées par le public au sujet de ces activités. Le ministre de l'Environnement a donc annoncé, le 21 mars dernier, qu'un examen public aura lieu pour étudier l'accroissement proposé des vols militaires présentement en cours dans la région de Goose Bay au Labrador et la possibilité d'y établir un centre d'entraînement de chasse tactique de l'OTAN.

M. Gordon est préoccupé par l'examen public qui aura lieu au Nord. Il met l'accent d'abord sur l'importance de bien choisir la période pendant laquelle se dérouleront les

consultations et les audiences, pour permettre au plus grand nombre possible de personnes d'y assister. Etant donné que les Inuit et les Naskapis quittent leur village pour chasser, pêcher et trapper, M. Gordon propose que le BFEEE soumette son calendrier préliminaire à l'approbation des organisations autochtones concernées, de façon à ce que la procédure ait un impact sur les décisions prises. M. Gordon espère finalement qu'on puisse donner une plus grande importance aux impacts qui ont un effet positif sur la communauté (avantages économiques, chances d'emplois, etc.).

Les membres du Comité reçoivent les informations suivantes en ce qui a trait au processus d'examen:

- le Ministre établit le mandat de la commission en précisant la portée de l'examen public qu'elle effectuera;
- il y aura deux types d'audiences publiques: des réunions communautaires menées de manière informelle et des réunions générales à caractère technique;
- le promoteur, soit le ministère de la Défense nationale, doit mettre en oeuvre les décisions résultantes de l'examen. Par les années passées, la commission recommandait la création d'une agence pour superviser les projets;
- aucune réunion n'aura lieu dans le sud pour ne pas atténuer la portée des audiences;
- ce projet est indépendant du projet NORAD mais la commission aura la possibilité de demander des renseignements afférents à ce projet pour étudier les impacts cumulatifs, etc.;
- le bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales est en communication constante avec le ministère de la Défense nationale et lui a même suggéré de visiter les populations touchées pour les informer des différents éléments du projet;
- le promoteur et les médias assisteront aux audiences de la commission.

Les représentants du Bureau ont présenté un projet intitulé "Memorandum of Understanding between the Kativik Regional Government and the Naskapis of Schefferville, the Minister of the Environment and the Federal Administrator concerning the Public Review of Military Flying Activities over part of the Territory Regulated by the James Bay and Northern Québec Agreement". Dans ce mémorandum préliminaire, il est proposé

de fusionner les deux régimes existant, soit le PFEEE et le processus prévu au chapitre 23.4 de la CBJNQ, sous un seul, le Processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PFEEE).

Les membres sont informés que les Naskapis, la Société Makivik et l'ARK sont d'accord en principe avec la fusion de ces deux principes en un seul mais que ces organismes sont à réviser la version préliminaire du memorandum et qu'une deuxième version sera disponible bientôt.

Les membres du Comité décident d'étudier le memorandum afin de déterminer si les propositions décrites sont opportunes en fonction du contexte du processus fédéral de protection de l'environnement décrit au chapitre 23.4 de la CBJNQ. Le Comité fera part de ses recommandations à l'Administrateur fédéral.

Le Président remercie les représentants du BFEEE de leur participation et apprécie beaucoup le fait que la communication s'est enfin établie entre le BFEEE, le Comité et les Inuit du Nouveau-Québec.

5. Stratégie de conservation des milieux marins arctiques canadiens: finalisation du document du Comité

Le Comité examine la version préliminaire de son document sur la stratégie de conservation des milieux marins arctiques canadiens. Selon les membres, le document présenté ne reflète pas suffisamment les utilisations différentes que fait la population du Nouveau-Québec des milieux marins arctiques et l'importance de bien équilibrer les utilisations en fonction des mesures d'atténuation, de la consultation et de la surveillance. De plus, les éléments essentiels de la stratégie, du point de vue du Nouveau-Québec, ne sont pas clairement définis. Le Comité décide donc de réécrire le document et les membres s'entendent sur un nouveau développement. Le Secrétaire, Mme Camille Mageau et M. Pierre Marchand sont mandatés pour écrire une deuxième version, qui sera soumise à l'approbation des autres membres à la prochaine assemblée.

6. Le Règlement sur les déchets dangereux et son application dans la région Kativik: recommandations du CCEK

Le Comité continue son examen du Règlement sur les déchets dangereux (Q-2, r. 12.1) et son application au Nouveau-Québec. Il est question, en particulier, de l'article 95, Section VI du règlement, suite aux démarches entreprises par l'Administration régionale Kativik lors de la dernière assemblée et des lettres que l'organisme et Hydro-Québec ont fait parvenir au Comité concernant la pertinence de cet



article en ce qui à trait à la région Kativik.

Après en avoir discuté, les membre décident de faire parvenir la résolution suivante au ministre provincial de l'Environnement:

Résolution n° 86-1

Attendu que L'article 95 de la section VI du règlement sur les déchets dangereux (Q-2, r. 12.1) spécifie que les huiles usées doivent être recyclées ou utilisées à des fins énergétiques pour une industrie ou une serre;

Attendu qu' il n'existe aucune industrie ou serre sur le territoire;

Attendu que les municipalités situées sur le territoire Kativik ne sont aucunement reliées au réseau routier québécois;

Attendu que les coûts de transport vers un centre de recyclage sont prohibitifs;

Attendu que le volume annuel d'huile usée produit dans chacune des municipalités au nord du 55e parallèle est au-dessous de mille litres/village;

Il est résolu que le Comité consultatif de l'environnement Kativik recommande au Ministre de l'Environnement du Québec de faire amender le règlement sur les déchets dangereux (Q-2, r. 12.1) afin de permettre au sous-ministre de statuer sur toute demande des municipalités situées sur le territoire Kativik concernant la façon d'éliminer leurs huiles usées.

Proposé par M. Tommy Grey

Secondé par M. Jacques Giguère

Adopté à l'unanimité

7. Priorités du MENVIQ quant à l'épuration des eaux et à l'eau potable: discussion

Les membres sont mis au courant des difficultés d'application du programme d'assainissement des eaux dans la plupart des villages de la région Kativik. Bien que l'Administration régionale Kativik ait officiellement abandonné ses objections

quant à la gérance des projets, le gouvernement n'aurait pas encore émis de CT permettant la mise en oeuvre du programme d'épuration des eaux prévu pour cette année.

Les membres du Comité sont préoccupés par le fait que les projets sont encore une fois retardés, sans raison évidente. Le Président est chargé d'écrire au sous-ministre pour l'informer des préoccupations des membres du Comité en ce qu'aucun progrès n'a été constaté en matière d'assainissement et pour l'inviter à la prochaine assemblée du Comité pour discuter du contenu de ce dossier. Le Secrétaire préparera un résumé du dossier sur le programme d'épuration des eaux qu'il fera parvenir au sous-ministre, afin que celui-ci puisse se préparer pour l'assemblée

8. La procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social relative au projet d'Umiujaq

Les membres du Comité sont informés des nombreux problèmes relatifs à l'application du processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social du projet de construction domiciliaire à Umiujaq. En mai 1985, la Commission de la qualité de l'environnement Kativik a approuvé le projet sous réserve de nombreuses conditions, dont, entre autres, celles-ci:

- qu'un réseau d'aqueduc et d'égout desserve tout le village;
- que l'emplacement du parc à carburant soit repensé;
- que les quatre rues résidentielles devant être prolongées jusqu'à la plage soient remplacées par quatre rampes ce qui limitera l'accès à la plage à certains véhicules.

Le sous-ministre avait alors approuvé les décisions de la Commission incluses dans le certificat d'autorisation émis par le MENVIQ le 24 juillet 1985.

Le Comité a également été informé que ces décisions n'ont pas été mises sur pied pour les raisons suivantes:

- en ce qui concerne le système d'aqueduc, aucune demande de financement n'aurait été faite auprès du Conseil du trésor, comme l'indiquait la décision. A la demande de M. Eric Gourdeau du SAGMAI, une réunion avec la CQEK a eu lieu le 18 mars dernier, en présence de M. Gourdeau lui-même et du sous-ministre de l'Environnement. La Commission devait alors choisir entre devoir suspendre sa décision, risquer de voir le Conseil des ministres la

renverser ou risquer de compromettre la construction de 60 maisons à Umiujaq en 1986, et tout cela sans avoir reçu une justification évidente;

- en ce qui concerne le parc à carburant permanent, il n'y aurait aucun projet de le déménager sur un site plus approprié;
- en ce qui concerne le prolongement des quatre rues jusqu'à la plage, la décision n'a tout simplement pas été mise en oeuvre.

Plusieurs membres sont d'avis que l'esprit du régime de protection de l'environnement n'a pas été respecté. Le Comité décide d'écrire au Président du Comité directeur du relogement à Umiujaq pour l'inviter à la prochaine assemblée du Comité pour discuter de ces questions et pour déterminer la nature et la portée des problèmes dont il est question.

## 9. Régie interne

### 9.1. Nomination d'un nouveau Président et d'un nouveau vice-président

Les membres sont informés que le Canada et le Québec nommeront bientôt respectivement un nouveau Président et un nouveau vice-président pour l'exercice 1986-1987.

### 9.2. Budget de l'exercice 1986-1987

Le Secrétaire informe le Comité que le gouvernement a l'intention d'allouer un budget non supérieur à 40 000 \$ pour l'exercice 1986-1987. Le Secrétaire fait remarquer que ce montant représente environ 20 000 \$ de moins que la proposition soumise par le Comité au ministre de l'Environnement en octobre 1985. La somme accordée représente 5 000 \$ de moins que le budget de l'exercice 1985-1986, Il remarque que le montant dont bénéficie actuellement le Comité ne couvre même pas les frais fixes du Secrétariat et ne laisse aucune somme disponible pour les déplacements, publications et autre frais variables.

Le Comité décide d'écrire au Ministre pour l'informer que le montant alloué au Comité n'est pas suffisant et ne permet pas au Secrétariat d'opérer d'une façon satisfaisante. Une copie de cette lettre sera envoyée au ministre responsable du SAGMAI et à l'Administrateur fédéral.

10. Rapport des activités des comités ayant compétence en environnement au sud du 55e parallèle

M. Jacques Giguère fait circuler le document 833.10.1 qui décrit les activités des comités d'évaluation et d'examen depuis la dernière assemblée du CCEK tenue à Québec les 6 et 7 février 1986.

11. Rapport des activités des comités ayant compétence en environnement au nord du 55e parallèle

A cause du manque de temps, cet article est reporté à la prochaine assemblée.

12. Prochaine assemblée

La prochaine assemblée se tiendra dans les bureaux du MENVIQ à Sainte-Foy, dans la première semaine de juin, si le sous-ministre et le Président du Comité directeur du relogement d'Umiujaq sont disponibles.

Le Secrétaire,

Hervé Chatagnier

Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Kativik Environmental Advisory Committee

Procès-verbal de la trente-troisième assemblée  
Minutes of the Thirty-third Sitting

Projet - Draft

Kuujuuaq, les 23 et 24 avril 1986

**PLACE:** CNV Kuujjuaq, Kuujjuaq

**DATE:** April 23-24, 1986

**PRESENT:** Mr. Tommy Grey, Chairman, Kativik  
Mr. Michael Barrett, Kativik  
Mr. Louis Cossette, Québec  
Mr. Jacques Giguère, Québec  
Ms. Camille Mageau, Canada  
~~Mr.~~ Willie Makiuk, Kativik  
Mr. Pierre Marchand, Canada

**PARTICIPANTS:** Mr. Carol Martin, FEARO (Item #4)  
Mr. Michel Bourgeon, FEARO (item #4)  
Mr. Mark R. Gordon, President  
Makivik (item #4)  
Mr. Robert Lanari, Makivik (item #4)  
Mr. Yves Dubuc, KRG (item #4)

**SECRETARY:** Mr. Hervé Chatagnier

---

**1. Approval of the agenda**

The agenda was approved as tabled subject to the addition of the following items;

- The environmental and social impact assessment and review procedure with respect to Umiujaq.
- Report of activities of the KEAC subcommittee on land use.

**2. Approval of the minutes of the 32nd sitting**

The minutes of the 32nd sitting were approved as tabled subject to minor corrections.

### 3. Filing of documents

- #33.3.1 Orientations in Regional Economic Development for Kativik Regional Region, The Kativik Regional Development Council, March 1986.
- #33.3.2. Outstanding Business: A Native Claims Policy, Dept. of Indian Affairs and Northern Development, Ottawa 1982.
- #33.3.3. Living Treaties: Lasting Agreements; Report of the Task Force to Review Comprehensive Claims Policy, Dept. of Indian Affairs and Northern Development, Ottawa, December 1985.
- #33.3.4 1985 Hudson Bay Drilling Operation Regional Program, Canterra Energy Ltd, Calgary, Alberta, January, 1986.
- #33.3.5 Wildlife Observation Program: Hudson Bay, 1985, Canterra Energy Ltd, Calgary, Alberta, January, 1986.
- #33.3.6 "La convention maganée. Impression d'un forum", Recherches amérindiennes au Québec, Montréal, XVI, 1, 1986, pp. 84-85.
- #33.3.7 Letter from the Secretary to Mr. Gilles Mahoney, MER, dated March 25, 1986.
- #33.3.8 Letter from the Chairman to the Premier dated April 1, 1986 and concerning the SAGMAI report on the drowning of caribou in the Caniapiscou on September 28 and 29, 1984.
- #33.4.1 Letter from the Chairman to Mr. Tom McMillan, Minister of the Environment dated March 12, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.2 Letter from Beth Everson, Office of the Minister of the Environment, dated April 1, 1986 and acknowledging receipt of the above.
- #33.4.3 Letter from the Chairman to Mr. Erik Nielsen, Minister to the DND, dated March 12, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.4 Letter from the Chairman to Mr. Clifford Lincoln, Minister of the MENVIQ, dated March 12, 1986 and concerning the expansion of low

altitude military training flights out of  
Goose Bay, Labrador.

- #33.4.5 Letter from the Chairman to Mr. Mark R. Gordon, President, Makivik Corporation, dated March 12, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.6 Letter from the Chairman to Mr. Joe Guanish, Chief, Naskapi Band of Quebec, dated March 12, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.7 Letter from Mr. Paul Wilkinson, Naskapi Band of Quebec the Chairman dated March 25, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.8 Letter from the Chairman to Mr. Mark R. Gordon, President, Makivik Corporation dated April 14, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.9 Letter from Mr. Harvie André, DND to Mr. Thomas McMillan, Minister of the Environment dated February 13, 1986 and requesting a formal review of the activities proposed for Labrador and parts of Quebec in accordance with the federal EARP process.
- #33.4.10 Environment Canada press release dated March 21, 1986 and concerning the review of military flying activities over Labrador and Quebec.
- #33.4.11 Agenda and related documents of a meeting held on March 27, 1986 concerning the referral of NATO military activities in Northern Quebec and Labrador to an environmental review.
- #33.4.12 Letter from Mr. Ian Juniper, HFTCC to Mr. Erik Nielsen, Minister, DND dated February 18, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.
- #33.4.13 Letter from Ian Juniper, HFTCC to Colonel John David, Canadian Forces Base dated March 5, 1986 and concerning the expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador.



- #33.4.14 "Memorandum of Understanding between the Kativik Regional Government and the Naskapis of Schefferville, the Minister of Environment and the Federal Administrator concerning the Public Review of Military Flying Activities over part of the territory regulated by the James Bay and Northern Quebec Agreement" (Draft).
- #33.4.15 Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order, GOA, 1979 Registration SOR/84-467, June 22, 1984.
- #33.4.16 "Steps of the public review process for the military activities over Labrador and certain regions of Quebec." (flow-chart)
- #33.6.1 Letter from Mr. Jean-Marc Thibault, Hydro-Quebec, to Mr. Yves Dubuc, KRG dated February 20, 1986 and concerning used oil and transformers in Northern Quebec.
- #33.6.2 Letter from Mr. Yves Dubuc, KRG, to the Chairman dated March 3, 1986 and concerning recommendations to amend the present Hazardous Waste Regulation.
- #33.6.3 Letter from Mr. Louison Fortin, MENVIQ to the Secretary dated February 14, 1986 and sending copies of the "Management of Used Oil" and the "Guide for the Storage of Hazardous Wastes."
- #33.9.1 Letter from Mr. Tom McMillan, Minister, Environment Canada to the Chairman, dated January 29, 1986 and concerning the KEAC secretariat budget.
- #33.9.2 Letter from Mr. Benoît Taillon, Environment Canada, to the Secretary, dated March 11, 1986 and concerning the KEAC secretariat budget.
- #33.9.3 Letter from Mr. Simeonie Nalukturuk, Chairman, KRG, to Mr. Jean-Claude Deschênes, Deputy-minister, MENVIQ, dated March 17, 1986 and concerning the funding of the KEQC and KEAC Secretariats.
- #33.10.1 Memo from Mr. Jacques Giguère to the members dated April 23, 1986 and concerning the activities of the Evaluating and Review Committees since February, 6-7, 1986.

4. Planned expansion of low-altitude military training flights out of Goose Bay Labrador and Northern Quebec: Coordination of the JBNOA (section 23) and EARP processes.

The Chairman introduced Mr. Carol Martin and Mr. Michel Bourgon from FEARO and invited them to discuss the planned expansion of low altitude military training flights out of Goose Bay, Labrador and Northern Quebec.

The FEARO representatives described the project as having two major components, namely the increase of flights by low-flying aircraft and the establishment of a tactical fighter weapons training center. With respect to the first component, the proposal is to increase flights beginning this summer. It appears that there will be no winter flying. The second component includes the use of conventional weapons only.

The description of both components of the project raised several questions from the Makivik Chairman who then emphasized the importance to the Inuit of being fully informed of all aspects of the project. Mr. Gordon stated that failure to inform affected groups often results in inadequate participation in the review process, thereby creating a certain level of apprehension by these groups towards the project proponent and inhibiting necessary and important feedback between the two.

The FEARO representatives described the steps through which the project will be taken with respect to the Environmental Assessment and Review Process. (see chart in appendix 1). On February 13, 1986 Mr. Harvie André, Associate Minister of Defense filed a request with Environment Canada for a review to be undertaken in view of the potential environmental effects of and public concern about these activities. In response to the request, the Environment Canada minister announced, on March 21, 1986, that a public review will be conducted for the proposed expansion of military flying activities in Goose Bay, Labrador, and the possible creation of a NATO tactical fighter weapons training center.

Mr. Gordon raised several concerns with respect to the public review process in the North. First, he emphasized the importance of timing the community consultations and hearings in such a way as to ensure maximum participation. Since there are times in the year when Inuit and Naskapis leave their communities to hunt, fish, and trap, Mr. Gordon suggested that the FEARO submit their proposed scheduling to the appropriate native organizations so that the timing of the review process be coordinated in such a manner that the process has an impact on the decisions to be taken with respect to the project. Thirdly, Mr. Gordon

emphasized that, through the process, positive impacts on the communities should be maximized (economic spinoffs, employment opportunities, etc).

The Committee was informed of the following with respect to the review process:

- the terms of reference for the review process are determined by the minister and establish the role of the panel, its mandate and steps to be followed;
- two types of public meetings are planned, namely informal community meetings and general technically oriented meetings
- the proponent (the DND this case) is responsible for implementing the decisions issued as a result of the process. In the past, however, the panel has usually recommended the formation of a body to monitor the implementation of these recommendations
- no meetings are scheduled in the south in order not to dilute the consultation process.
- the present project is independent from the NAADM project but the panel will have the possibility to ask for information on the NAADM project so as to examine cumulative impacts, etc.
- the FEARO office is in constant communication with the DND and has suggested to the latter to travel to the communities to inform them of the various aspects of the project.
- the proponent and the media will be present at the panel hearings in the communities.

The FEARO representatives tabled a draft "Memorandum of Understanding between the Kativik Regional Government and the Naskapis of Schefferville, the Minister of the Environment and the Federal Administrator concerning the Public Review of Military Flying Activities over Part of the Territory Regulated by the James Bay and Northern Quebec Agreement.". The draft memorandum proposes to combine the two regimes (EARP and the regime provided in Section 23.4 of the JBNQA) under the EARP.

The Committee was informed that the Naskapis, Makivik and KRG agree in principle to integrate the two regimes under the EARP but that these groups are presently in the process of reviewing the draft memorandum and that a second draft will be produced in the near future.

The Committee decided to review the memorandum for the purpose of determining whether or not the proposals contained therein are appropriate in the context of the federal environment protection regime set out in Section 23.4 of the JBNQA. It will issue its recommendations to the Federal Administrator.

The Chairman thanked the FEARO representatives for their participation and expressed his appreciation that channels of communication between the FEARO, the Committee and Northern Quebec Inuit have been established.

5. Arctic marine resources conversation strategy for Canada: completion of the KEAC presentation.

The first draft of the KEAC presentation on the Arctic marine resources conservation strategy was reviewed at length. The Committee judged that the present draft did not adequately reflect the different uses of arctic marine resources in Northern Quebec and the importance of balancing the uses through mitigation, consultation and monitoring. Furthermore, the essential elements of a strategy from a Northern Quebec perspective were not clearly outlined. The Committee subsequently decided to redraft its presentation and a new outline was proposed and agreed to. The Secretary, Mrs. Camille Mageau and Mr. Pierre Marchand were mandated to produce a second draft for approval at the next sitting.

6. Regulation on dangerous wastes and its application in the Kativik region: KEAC recommendations.

The Committee continued its examination of the Hazardous Waste Regulation (Q-2, r.12.1) and its application in the Kativik Region. In particular article 95 of Division VI of the regulation was examined following representations made by the Kativik Regional Government at the last sitting as well as written representations made by the latter and Hydro-Quebec to the Committee with respect to its appropriateness for Kativik Region.

After discussion, the Committee decided to transmit the following resolution to the Minister of Environment Quebec:

---

RESOLUTION NO. 86-1

W/6RSAS

WHEREAS no industry or greenhouse exists on the territory;

**WHEREAS** the municipalities located in the Kativik region are not linked to the Quebec road network;

**WHEREAS** the costs of transportation towards a recycling center are prohibitive;

**WHEREAS** the annual volume of used oil generated in each municipality north of the 55th parallel is below one thousand litres per village;

**IT IS HEREBY RESOLVED**

That the Kativik Environmental Advisory Committee recommend to the Minister of Environment Quebec to amend the Hazardous Waste Regulation (Q-2, r.12.1) so as to enable the Deputy-minister to decide on all requests from the municipalities located in the Kativik region concerning the ways of disposing of their used oil.

**Moved by:** Mr. Tommy Grey

**Seconded by:** Mr. Jacques Giguère

**Adopted:** Unanimously

-----  
**7. Priorities of the MENVIO with respect to wastewater treatment and drinking water: Discussion**

The Committee was informed of the lack of progress in implementing the wastewater treatment program in the majority of the municipalities in the Kativik region. Despite the fact that the Kativik Regional Government has officially dropped its objections with respect to who should manage the projects, it appears that no CT has been issued by the Government to allow the implementation of the wastewater treatment program beginning this year.

The Committee members expressed their concern that the projects appear to be delayed once again, and this time for no apparent reason. The Committee requested that the Chairman write to the Deputy-minister to inform him of the Committee's concern with respect to the lack of progress in implementing the program and to request his participation at the next sitting to discuss the issue. The Secretary was mandated to prepare a written summary of the complete file of the wastewater treatment program and to forward the summary to the Deputy-minister within the next two weeks for his review before the next sitting.

8. The environmental and social impact assessment and review procedure with respect to Umiujaq.

The members were informed of the various difficulties apparently encountered in the environmental and social impact assessment and review procedure with respect to the construction of the future village of Umiujaq. In May, 1985, the KEQC approved the project subject to several conditions, amongst others:

- That the entire village be served by piped water distribution and wastewater removal systems.
- That a new site be chosen for a permanent tank farm.
- That the extension of the four residential roads to the beach be replaced by four ramps so as to limit the access to the beach by trucks and heavy equipment.

These decisions as well as others were approved by the Deputy-minister and were contained in the certificate of authorization issued by the MENVIQ on July 24, 1985.

Furthermore, the Committee was informed that these decisions were not executed for the following apparent reasons:

- In the case of the piping system, no one had apparently requested funding to the treasury Board in order to comply with the decision. At the request of Mr. Eric Gourdeau, SAGMAI, a meeting of the KEQC was held on March 18 with Mr. Gourdeau and the MENVIQ Deputy-minister. At this meeting the Commission was faced with the unfortunate predicament of suspending its decision, risk having it overturned by the Conseil des Ministres or risk jeopardizing the construction of sixty houses in Umiujaq in 1986, all without apparent justification.
- In the case of permanent tank farm, it appears that no concrete plans are in place to relocate it to a new and more appropriate site.
- In the case of the extension of the residential roads to the beach, the decision was simply not implemented.

Several members expressed the view that the spirit, if not letter of the environment protection regime was violated. The Committee decided to write to the Chairman of the Umiujaq Relocation Committee to request his participation

at the next sitting to discuss these issues and to determine the nature and extent of the problems described above.

## **9. Internal management**

### 9.1 Appointment of a new Chairman and Vice-Chairman

The Committee was informed that Canada and Quebec is in the process of appointing a new Chairman and Vice-Chairman respectively for 1986-1987 fiscal year.

### 9.2 Budget for 1986-1987

The Secretary informed the Committee that the Government has the intention of providing the Secretariat with a budget not to exceed \$40,000.00 for the 1986-1987 fiscal year. The secretary noted that this amount represents approximately \$20,000.00 less than the proposal submitted by the Committee to the MENVIQ Minister in October, 1985. Furthermore, the amount represents \$5,000.00 less than the budget for the 1985-1986 fiscal year. The secretary noted that the amount presently provided to the Committee does not succeed in covering the fixed costs of the Secretariat and leaves no funds available for travelling to meetings, publications and all other variable costs.

The Committee decided to write to the Minister to inform him that the amount made available is inadequate and does not enable the Secretariat to operate in an adequate fashion. It was decided to send a copy of this letter to the Minister responsible for the SAGMAI and to the Federal Administrator.

## **10. Report of activities of environmental committees south of the 55th parallel**

Mr. Jacques Giguère circulated document #33.10.1 which describes the activities of the Evaluating and Review Committees since the last KEAC meeting in Quebec City on February 6-7, 1986.

## **11. Report of activities of environmental committees north of the 55th parallel**

Due to lack of time this item was carried over to the next sitting.

## **12. Next sitting**

It was decided to hold the next sitting in the MENVIQ offices in Ste-Foy in the first week of June depending on the availability of the Deputy-minister and the Chairman of the Umiujaq relocation committee.

-----

Hervé Chatagnier  
Secretary